

LA BATAILLE DE KINSHASA

Gauthier de Villers, Jean Omasombo Tshonda

Editions Karthala | « [Politique africaine](#) »

2001/4 N° 84 | pages 17 à 32

ISSN 0244-7827

ISBN 9782811100629

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2001-4-page-17.htm>

Pour citer cet article :

Gauthier de Villers, Jean Omasombo Tshonda, « La bataille de Kinshasa », *Politique africaine* 2001/4 (N° 84), p. 17-32.
DOI 10.3917/polaf.084.0017

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Karthala.

© Editions Karthala. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

GAUTHIER DE VILLERS ET JEAN OMASOMBO TSHONDA

LA BATAILLE DE KINSHASA

LE 26 AOÛT 1998, DES MILITAIRES RWANDAIS, DE VRAIS ET FAUX REBELLES CONGOLAIS ENTREPRENNENT DE CONQUÉRIR KINSHASA. EN QUELQUES JOURS, ILS SERONT DÉFAITS AVEC L'APPUI DE LA POPULATION KINOISE. CELLE-CI SE LIVRE, DANS L'EXALTATION, À UNE TERRIBLE VIOLENCE, QU'UN SENTIMENT ANTI-TUTSI ALIMENTE. DES ENTREPRENEURS POLITIQUES ASTUCIEUX PROFITENT DES CIRCONSTANCES. AVEC LA « VICTOIRE », LES KINOIS DÉCOUVRENT, CROIENT DÉCOUVRIR UN AUTRE KABILA, UN CHEF DIGNE DE LEUR INVESTITURE.

*Le Congo/ Le Congo aux Congolais/ Les Congolais sont noirs
Noir sur noir/ Noir pas blanc/ Le Congo aux Congolais
Pas aux Français/ Ni aux Rwandais/ Jamais aux Ougandais
Non plus aux Tutsi/ Le Congo aux Congolais/ Kabila est Congolais
Kabila est noir/ Noir sur noir/ Noir pas blanc
Noir pas comme Kengo/ Kabila est Congolais/ Le Congo à Kabila¹.*

Le 27 juillet 1998, le président de la République démocratique du Congo, Laurent Désiré Kabila, annonce qu'il met fin « à la présence des militaires rwandais qui nous ont assistés pendant la période de libération de notre pays ». En même temps qu'une résistance armée dans les rangs du contingent rwandais encore présent au Congo et parmi les éléments tutsi des Forces armées congolaises, cette décision de renvoi provoque l'intervention dans le pays de l'armée rwandaise (bientôt épaulée par celle de l'Ouganda). On assiste ainsi à la réédition, dans des conditions et sous des formes nouvelles, du phénomène de rébellion / invasion qui, le 17 mai 1997, quinze mois plus tôt, avait porté Kabila au pouvoir à Kinshasa². Dès le 4 août, les Rwandais procèdent

1. Poème déclamé le 24 octobre 1998 par une élève de 5^e primaire à la salle paroissiale de Saint-Joseph à Matonge.

2. Voir G. de Villers et J.-C. Willame, en collaboration avec J. Omasombo Tshonda et E. Kennes, *République démocratique du Congo. Chronique politique d'un entre-deux-guerres. Octobre 1996-juillet 1998*, Tervuren, Paris, Institut africain-Cedaf, L'Harmattan, « Cahiers africains », n° 35-36, série 1998.

à une audacieuse opération aéroportée sur le Bas-Congo, qui, accompagnant leur invasion de l'est du pays, vise à prendre à revers Kinshasa. Cette action semblait devoir être couronnée de succès quand, le 22 août, l'entrée en scène de l'Angola aux côtés des forces gouvernementales a changé le sort des armes dans le Bas-Congo, cette région qui jouxte, à l'ouest, la capitale. En retraite, des troupes et bandes constituées de militaires rwandais, de rebelles, de soldats perdus, pénètrent alors dans Kinshasa³.

ENVAHISSEURS, REBELLES ET SOLDATS PERDUS

Les troupes ou bandes rebelles qui, à partir du 26 août, envahissent les quartiers populaires de N'Djili, Kingasani et Masina (la zone dite « rouge »), à l'est de la capitale, sont composites. Elles comprennent des Tutsi congolais entrés en rébellion et des soldats rwandais qui souvent, mais dans une proportion difficile à préciser, sont également des Tutsi. Il s'agit pour une part d'éléments banyamulenge⁴ et de « coopérants » militaires rwandais qui s'étaient réfugiés aux environs de la ville après l'échec d'une tentative de résistance armée faisant suite à la décision présidentielle du 27 juillet, pour une autre part des envahisseurs du Bas-Congo qui n'ont pas été mis hors de combat par les forces gouvernementales et leurs alliés, ni rapatriés à l'Est (des avions affrétés par le Rwanda ont évacué une partie des agresseurs défaits).

Mais la majeure partie de ces envahisseurs de Kinshasa, que l'on appelle communément les « rebelles », paraît constituée de soldats congolais provenant des FAZ (Forces armées zaïroises), l'ancienne armée de Mobutu. Il y a parmi eux des éléments du « corps d'élite » de l'armée mobutiste, la Division spéciale présidentielle, qui s'étaient réfugiés dans la clandestinité après mai 1997, et surtout des soldats des ex-FAZ que le régime Kabila avait entrepris de recycler sur la base militaire de Kitona (à l'embouchure du fleuve Congo), première cible de l'opération aéroportée rwandaise. Cette base étant tombée sans coup férir aux mains des agresseurs, le régime Kabila, après la reconquête, déférera devant la Cour d'ordre militaire douze officiers qui étaient affectés à sa défense. Un mémorandum justificatif que les inculpés réussissent à transmettre à la presse depuis la prison de Makala à Kinshasa⁵ est révélateur de la situation et de l'attitude des ex-FAZ. Les auteurs affichent leur sollicitude d'officiers (ils sont vraisemblablement eux-mêmes issus de l'ancienne armée de Mobutu) pour « toutes ces âmes pleines de bonne volonté ayant enduré quatorze mois durant un recyclage qui n'en finit pas⁶ et aujourd'hui [au moment de l'occupation par les forces "rebelles"] prisonnières d'une aventure dans laquelle elles ne se sentent nullement concernées ». Lors d'un rassemblement populaire organisé par les rebelles le 6 août, ces militaires, « sans ration depuis trois mois », avaient

profité de l'occasion, affirme le mémorandum, pour « [exprimer] leur préoccupation socio-physiologique : la faim ». Et, poursuit le texte, si certains se sont laissé « séduire » par le discours des rebelles et les ont rejoints, le « gros » des soldats, « mécontents de l'invasion (alors qu'ils attendaient leur évacuation [la fin de l'épreuve du recyclage, faut-il sans doute comprendre]) et du discours aventurier des envahisseurs, désertent la base ».

L'alliance de ces soldats perdus avec les rebelles de l'Est apparaît rien moins qu'évidente. On lit dans un article de la presse kinoise consacré à la « bataille de Kinshasa » : « Des témoignages recueillis des personnes qui avaient vécu le drame des rebelles au Quartier Sans Fil [un des nouveaux quartiers de la commune de Masina] et qui avaient eu le courage de s'entretenir avec eux, il ressort que ces ex-FAZ embarqués dans la besogne rwando-ougandaise ne reconnaissent nullement Z'Ahidi Ngoma, Bizima [Karaha, NDA], Bugera et consorts [leaders du mouvement rebelle, le Rassemblement démocratique congolais, qui vient alors de se créer au Kivu dans l'ombre tutélaire des envahisseurs rwandais, NDA]. À la question de savoir qui ils étaient, les assaillants répondaient : "Nous sommes les soldats de Mobutu et nous sommes venus chasser les *kadogo* [les jeunes soldats de l'armée de Kabila, NDA]." [...] Ces ex-FAZ de Mobutu rassuraient les curieux du Quartier Sans Fil en ces termes : "Nous sommes venus vous libérer de l'emprise de Kabila et des Katangais. Mais nous ne nous comporterons plus comme à l'époque de Mobutu. Nous sommes vos frères." Ces propos n'étaient qu'un trompe-l'œil puisque sur l'avenue Bobozo du Quartier Sans Fil, les rebelles s'étaient livrés à l'extorsion et au rançonnement [...] ⁷. »

Ce type de discours peut-être, le fait que nombre de ces « rebelles » s'expriment en lingala et s'affirment Kinois, la confusion qui peut s'établir avec des soldats « loyalistes » ayant dû eux aussi fuir Kitona, l'état misérable dans lequel se trouvent les « assaillants » (souvent affamés, assoiffés, en loques après leur longue marche à travers la brousse) sont autant de facteurs

3. Cet article est un extrait, adapté et développé pour la présente publication, d'un ouvrage à paraître : G. de Villers, en collaboration avec J. Omasombo Tshonda et E. Kennes, *République démocratique du Congo. Guerre et politique. Les trente derniers mois de L. D. Kabila (août 1998-janvier 2001)*, Tervuren, Paris, Institut africain-Cedaf, L'Harmattan, « Cahiers africains », n° 47-48, série 2000.

4. Le terme « banyamulenge » désigne une population tutsi du Sud-Kivu (qui fut un acteur important des deux « rébellions / invasions »), mais il tend à être appliqué à l'ensemble des Tutsi congolais.

5. Voir *La Tempête des Tropiques*, 11 janvier 1999.

6. Dans les mois qui ont suivi l'instauration du régime Kabila, des associations humanitaires ou de défense des droits de l'homme ont fait état du dénuement dans lequel sont laissés les ex-FAZ en « rééducation » et des mauvais traitements qu'ils subissent.

7. M. Lumembe, *La Tempête des Tropiques*, 4 septembre 1998.

susceptibles d'expliquer qu'au début des Kinois aient pu leur réserver bon accueil⁸. Une attitude sans doute encore inspirée par l'intérêt : selon plusieurs témoignages que l'un des auteurs du présent article, Jean Omasombo Tshonda, a recueillis dans les quartiers où les événements se sont déroulés, nombre de rebelles, en dépit de leur état crasseux et dépenaillé, se trouvaient en possession de liasses d'argent (un argent dont, dans leur périple à travers la brousse, ils n'avaient pas eu la possibilité de faire usage).

La déroute des envahisseurs sera acquise en quelques jours. Ils ne réussissent pas à s'emparer de l'aéroport défendu par les forces zimbabwéennes, dont des contingents sont à Kinshasa depuis le 20 août. Avec l'appui, en particulier aérien (des Mig angolais), de leurs alliés et avec l'aide de la population, les Forces armées congolaises reconquièrent les quartiers occupés par les rebelles.

MOBILISATION « PATRIOTIQUE »

Arrêtons-nous sur le comportement de la population kinoise. Dès les débuts de la rébellion/invasion, celle-ci paraît avoir pris nettement parti contre ce qu'elle perçoit comme une agression du pays et non comme une entreprise de libération. Théophile Mbemba, le gouverneur de Kinshasa, organise le 6 août une marche « de colère et de protestation » qui est aussi une marche « de soutien à Mzee⁹ Kabila ». Certains organes de presse estiment la foule à plus de 100 000 personnes. Les jeunes et les très jeunes sont nombreux. Quelques slogans parmi d'autres : « Nous ferons du Rwanda la douzième province du Congo » ; « Non à l'expansion tutsi en RDC et en Afrique », et encore « Non à la présence des Tutsi à Kinshasa¹⁰ ». Aux côtés de nombreuses autres personnalités politiques, artistiques ou sportives, arborant parfois des tenues militaires, défile la chanteuse Tshala Mwana, chantre du Président et présidente nationale d'une ONG fort officielle, la Rafeco (Rassemblement des femmes du Congo) : « Vêtue d'une chemise blanche, [elle] tient en laisse deux boucs, symbolisant Déogratias Bugera et Bizima Karaha, tous deux d'anciennes personnalités du régime qui ont rallié les insurgés tutsi. [...] Edingwe, le catcheur bien connu, arrivé sur les lieux avec ses élèves, s'empare brusquement des deux chèvres de Tshala Mwana et les égorge, sous les yeux des manifestants ravis¹¹. » Les manifestants expriment sur un mode théâtral leur humeur belliqueuse : « Des jeunes gens jouent [...] une comédie qui n'a pas manqué d'attirer l'attention des curieux : les *chégués* [gamins des rues, NDA] se colorent le visage de noir, revêtent des casques militaires usagés ainsi que des bottines et, comme armes, arborent des pièces de rechange usagées de véhicules, qui ressemblent curieusement aux armes : les pièces de train avant de voitures,

les crics, la boîte de vitesses, etc. Les manifestants ont interminablement applaudi cette initiative¹². »

L'agression contre le pays, puis celle contre Kinshasa (d'autant moins perçue comme une libération que la rébellion, en s'emparant du barrage d'Inga, a privé la ville d'eau et d'électricité), provoqueront une réconciliation, sans doute superficielle mais spectaculaire, entre le pouvoir et une capitale jusque-là rétive à celui-ci en même temps qu'objet de sa défiance. « La guerre de Kinshasa, écrit Lye M. Yoka, semble avoir réconcilié les plus réfractaires dans les deux camps : les nouvelles autorités ont pris la mesure d'une ville bastion imprévisible tout en se disant sans doute qu'il y avait intérêt à tirer profit de son pouvoir de contestation et surtout, de séduction : il importait de récupérer en priorité l'aura des musiciens kinois, leaders naturels d'opinion dans une ville où règne en maître "Radio-trottoir"... Les Kinois, quant à eux, toujours avides pour la plupart de jouissance et d'"ambiance" païennes (même si cela est de plus en plus tempéré par la percée des sectes), semblent avoir résolu de composer. En attendant peut-être d'autres joutes à fleurets mouchetés comme c'est souvent le cas dans cette ville hypocrite... Déjà la marche de colère des femmes marchandes, le mercredi 7 octobre 1998, contre la hausse du taux du dollar, ou les grèves perlées dans les entreprises de Kinshasa au début de ce même octobre annonçaient des jours difficiles¹³. »

Le pouvoir cherche à séduire en séduisant ces séducteurs « naturels » des foules kinoises que sont les chanteurs. En octobre, une dizaine d'entre eux enregistrent ce qui sera un « tube » du Congo en guerre : *Tokufa mpo na ekolo* (« Mourons pour la patrie »). Il y a parmi eux Tshala Mwana, la grande vedette Pepe Kale, ainsi que le vieux Wendo, considéré par beaucoup comme le père de la chanson congolaise moderne. Ce dernier, quand il intervient (les chanteurs se relaient), chante : « *Solo tozangi mayi solo/ solo tozangi mwinda solo/ po na ba nyangalakata*¹⁴ oyo eee... » (« Est-il vrai que nous manquons d'eau / est-il vrai que nous

8. Voir notamment *La Référence Plus*, 28 août 1998.

9. Désignation respectueuse de l'aîné en swahili.

10. Agence congolaise de presse, 7 août 1998.

11. *La Tempête des Tropiques*, 7 août 1998.

12. *Le Palmarès*, 7 août 1998.

13. L. M. Yoka, « Carnet de guerre d'un Kinois », *Kinshasa, signes de vie*, Tervuren, Paris, Institut africain-Cedaf, L'Harmattan, « Cahiers africains », n° 42, série 1999, p. 122.

14. « *Nyangalakata* » est une expression aux origines linguistiques indéterminées et à la traduction incertaine (imbécile, voyou...) que les coloniaux utilisaient volontiers à l'égard des Congolais et que ceux-ci, dans la période de l'indépendance, ont introduite dans le langage courant.

manquions de lumière (d'électricité)/ à cause de ces imbéciles-là/ oyo eee »). Quand elle entend ce passage, la foule (la foule des marchés, des lieux de rassemblement) s'esclaffe et reprend en chœur l'interjection finale. Le président Kabila gratifia « papa » Wendo (qui vivait dans un certain oubli) de beaux cadeaux, parmi lesquels une voiture et une maison, et rendra possible la première tournée en Belgique de cette vedette de soixante-dix ans bien sonnés. C'est aussi en ces débuts de guerre, notons-le, que le chef de l'État finance généreusement les organes de presse affiliés à une Caisse de solidarité pour les professionnels des médias (Casprom) créée en juin sous l'impulsion du pouvoir. Après un bref moment de flottement, la population kinoise va apporter un concours massif à la traque des rebelles. En même temps qu'un certain patriotisme mêlé de racisme anti-tutsi et que la crainte d'une restauration du mobutisme, la perspective de dépouiller les vaincus de leur argent semble avoir joué un rôle dans cette mobilisation belliqueuse.

Des comités d'autodéfense sont constitués, qui ne respectent guère le couvre-feu instauré par les autorités : « Convaincus qu'ils doivent désormais compter sur leurs propres efforts pour se défendre contre l'ennemi en cas d'une éventuelle attaque, les Kinois se sont constitués en plusieurs dizaines de comités d'autodéfense disséminés dans plusieurs quartiers de toutes les communes. Munis de gourdins, de machettes, de bâtons et d'autres sortes d'armes blanches, les Kinois passent ces derniers jours leurs nuits dehors autour de grands feux faits de pneus usés [ces mêmes pneus avec lesquels ils infligent aux rebelles et suspects capturés le supplice du collier]. Ils chantent jusqu'au petit matin en scandant des slogans hostiles aux agresseurs rwandais et ougandais. À certaines heures avancées de la nuit, on a parfois l'impression que "Kin la poubelle" est en fête. Tambourins, grelots, cloches, cris divers et sifflets retentissent de partout ¹⁵. »

Quand quelqu'un lance « *Ba Rwandais* », la foule entonne ce qui est, en ces journées, sa chanson fétiche : « *Ba Rwandais nzambe apimeli bango bomengo/ Ba Rwandais nzambe apimeli bango mosolo/ Ba Rwandais nzambe apimeli bango makolo/ Loba, loba tokoloba na monoko/ Soki na makasi, tokobetana masasi* » (« Les Rwandais, Dieu les a privés du bonheur/ Les Rwandais, Dieu les a privés de richesse/ Les Rwandais, Dieu les a privés de pied ¹⁶/ Parle, parle nous pourrons nous entendre [vous donner quelque chose, pauvres Rwandais, nous les habitants d'un si grand et riche pays, NDA]/ Si c'est la force, nous allons nous battre avec des balles »). Les militaires, qui souvent sont mêlés à la foule, enchaînent en tirant soit en l'air soit vers le sol, à qui mieux mieux. La masse, civils et soldats confondus, redouble alors d'excitation et danse sur le mode (opposé au style de la danse rwandaise « classique ») de cette danse funèbre congolaise où l'on se fait trapu, où l'on se ramasse sur soi-même, et où l'on frappe fortement le sol du pied.

ENTREPRENEURS POLITIQUES ET « MAÏ-MAÏ » DE KINSHASA

L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), le mouvement qui, sous la « direction » de L. D. Kabila, s'est emparé du pouvoir en mai 1997, est impuissante à encadrer et à structurer cette mobilisation spontanée et ludique. En dépit d'une tentative récente de relance et de reprise en main, elle reste ce « conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers » qu'évoquera le chef de l'État dans son discours du 20 avril 1999, où il annonce sa liquidation au profit d'un nouveau type d'organisation politique, les Comités de pouvoir populaire.

En août 1998, dans le contexte de la bataille de Kinshasa, des appels à la « guerre populaire » sont lancés par le président Kabila et par le vice-ministre de l'Intérieur, Faustin Munene. Ce dernier affirme que 20 000 jeunes ont été enregistrés pour l'« autodéfense populaire » et fixe comme objectif la distribution d'armes à pas moins de 10 millions de volontaires¹⁷ ! Déjà le 7 août, au tout début de la guerre, donc, un communiqué diffusé par la radio nationale avait invité les enfants âgés de douze à vingt ans à rejoindre les rangs des forces armées. Mais, pas plus que les efforts (vellétés serait un terme plus correct) de « redynamisation » de l'AFDL, ces appels à la mobilisation guerrière et patriotique ne produiront d'effet visible dans le déroulement de la bataille de Kinshasa. Ce que l'on observera alors, ce sont les initiatives particulières d'entrepreneurs politiques cherchant à profiter des opportunités qu'offre une situation caractérisée par la déliquescence des organes du pouvoir, l'effervescence populaire et un drôle d'état de guerre.

Ainsi, par exemple, de Joseph Sita, personnalité politique kinoise et membre fondateur de l'UDPS, le parti de Tshisekedi. Très vite, Sita crée le Forum des forces nouvelles pour la défense des acquis de la libération, en vue d'encadrer les jeunes de N'Djili, Kimbanseke et Masina : « Cette structure s'est arrangée avec des moyens de bord pour fournir des pneus [eh oui !], du sucre et du café aux jeunes qui veillaient toute la nuit dans les coins des rues pour dénicher les rebelles en divagation¹⁸. » Signalons également, sans pouvoir préciser ni son « degré de réalité » ni le rôle qu'elle a effectivement joué, une autre

15. *La Tempête des Tropiques*, 3 et 9 août 1998.

16. Allusion à la morphologie et à la démarche que l'on attribue aux Tutsi : de grande taille, élancés (« faméliques » disent les Congolais), ils sont – surtout dans leurs danses – comme tendus vers le ciel, paraissent comme en apesanteur.

17. Selon le journal *La Manchette*, 26 août 1998. Sur la mise en place de forces d'autodéfense, voir aussi, plus loin, le meeting présidentiel du 16 septembre.

18. *La Référence Plus*, 3 septembre 1998.

organisation : la DCP (Défense civile et populaire) ou mouvement *mai-mai* de Kinshasa. Son « coordonnateur national » est un certain Justin Bitakwira. C'est un Mfulero, neveu de l'un des chefs (Zabuloni) du maquis que Kabila avait créé en 1967 dans la région de Fizi-Baraka au Sud-Kivu (une région qui est notamment celle de l'ethnie mfulero). Bitakwira affirme que c'est son oncle, âgé de soixante-trois ans, qui dirige les opérations des *mai-mai* au Kivu. Invoquant notamment sa qualité de président d'un club OUA-RDC, il dit avoir, le 5 août 1998, « sollicité l'institutionnalisation du mouvement *mai-mai*, le cachet du ministère de l'Information faisant foi ».

Précisons ici que ce que l'on appelle le mouvement *mai-mai* est une nébuleuse de milices et de bandes armées opérant au Kivu, dont la raison sociale combine dans des proportions variées la résistance à l'occupant rwandais, une logique d'épuration ethnique et le pur banditisme¹⁹. L'oncle Zabuloni n'est au plus que l'un de ces nombreux chefs *mai-mai* dont l'influence ne s'exerce qu'à l'échelle d'un terroir. Quant à Bitakwira, il n'a vraisemblablement d'autre titre ni atout à faire valoir que son lien de parenté avec un compagnon des « temps héroïques » de Kabila et son appartenance à une ethnie qui, du fait de la rivalité qui l'oppose, dans un territoire partagé, aux Banyamulenge, est réputée constituer un vivier de *mai-mai*.

Bitakwira affirme que la DCP a été « l'artisan de la victoire populaire à Kinshasa », et, le 13 janvier 2000, dans une conférence qu'il prononce à l'université de Kinshasa, il revendiquera « 200 000 combattants et combattantes » ! Il se veut indépendant du pouvoir en place. Lors de sa conférence, il dira encore : « La DCP ne tient pas compte de l'âge, du sexe ; elle ne reçoit de l'argent de la part de personne ; elle n'a pas besoin d'uniformes, ni d'armes. C'est pourquoi elle n'est pas à confondre avec les Forces d'autodéfense populaires qui s'entraînent actuellement à Kibomango²⁰. » La DCP entend appuyer le chef de l'État, mais dans la mesure seulement où celui-ci se comporte en chef de la résistance aux agresseurs : « [...] le chef a si bien dit que la guerre serait longue et populaire, malheureusement elle est restée longue et non populaire ; nous, Défense civile et populaire, qui avons (répondu) à cet appel, nous avons pour mission de la rendre populaire. » La DCP ne reconnaît d'autre légitimité que celle du mouvement *mai-mai*, « expression de la volonté populaire », incarnation d'un « état d'esprit » qui constitue une « nouvelle forme de l'authenticité congolaise dont il ne faut plus douter ».

En fait, Bitakwira est animé par le sentiment de méfiance et le mécontentement que l'on nourrit dans son groupe ethnique à l'égard de Kabila. Son oncle fut certes un compagnon de celui-ci à Fizi-Baraka, mais il a rompu avec lui après quelques années pour créer son propre maquis. Et, « monté » à Kinshasa avec l'instauration du pouvoir AFDL, il n'a rien pu en obtenir. De façon générale,

les Bafulero, contrairement à leurs voisins babembe (qui furent également impliqués dans le maquis de Fizi-Baraka) et contrairement (jusqu'en juillet 1998) aux Banyamulenge, apparaissent très peu présents dans les organes du nouveau pouvoir.

À l'en croire, Bitakwira sera reçu par le chef de l'État le 22 avril 2000 et s'engagera à cette occasion à envoyer le « 1/1000 de (ses) combattants en formation paramilitaire à Kibomango », mais un conflit de prérogative va éclater (ou s'aggraver) entre le patron de la DCP et la direction des Comités de pouvoir populaire. À la mi-août, Justin Bitakwira sera arrêté²¹.

VIOLENCE

On assiste alors au déferlement d'une terrible violence qui s'en prend aux rebelles et supposés tels (un état crasseux et dépenaillé peut suffire à fonder la présomption) ainsi qu'aux Tutsi et présumés tels (c'est cette fois la morphologie qui est censée faire office de preuve). On pourrait relever dans la presse kinoise de nombreux témoignages horribles. Limitons-nous à un long extrait d'un reportage signé Nlanda Ibanda²².

« Un jeune homme d'une vingtaine d'années, mal habillé et malpropre, est surpris tentant de se forger un passage entre les barbelés dans une parcelle sur l'avenue Mbanza. Le propriétaire de la résidence fait réveiller ses enfants, dont quatre grands garçons qui maîtrisent l'intrus. "Je suis Kinois, affirme le jeune homme. Je cherche à rentrer chez moi à Barumbu. Depuis hier soir, j'ai déposé les armes", explique le jeune fugitif dans un lingala parfait. "Rebelle". Le mot est lancé et crié sur tous les toits. Les portes s'ouvrent. On accourt, qui avec une machette, qui un bâton, qui d'autre avec une pierre... sans se préoccuper de sa tenue. Un homme d'un âge avancé dévale les rues, machette à la main, torse et pieds nus. Pour toute tenue juste un cache-sexe qui dévoile d'ailleurs tout l'avantage de son organe qui fait la balançoire entre ses jambes. On éclate de rire à son passage. Il n'entend rien et ne veut rien comprendre aux éclats de rire. "Je vais le tuer", hurle-t-il sans se retourner. [...] La foule court derrière le rebelle. "*Beno kufwa mono ve, mu ke mpangi na beno ya Bandundu*" (« Ne me tuez pas. Je suis votre frère du Bandundu »), supplie-t-il en

19. Voir la contribution de Franck van Acker et Koen Vlassenroot dans ce même numéro.

20. C'est en 1999 que le sigle FAP (Forces d'autodéfense populaire) fera son apparition (ou plutôt sa réapparition, car ce sigle désignait déjà les forces armées du maquis de Fizi-Baraka, FAP correspondant alors à Force armée populaire). Et ce n'est qu'en décembre de cette année-là que des premiers contingents de recrues kinoises seront envoyés en vue de leur formation au camp militaire de Kibomango. D'après la presse kinoise et différents témoignages, la première journée de formation sera aussi la dernière. Des problèmes d'organisation et de moyens financiers, la rivalité entre le ministre de l'Intérieur, Kakudji, et le secrétaire général des CPP, Ghenda, feront avorter l'entreprise.

21. *La Référence Plus*, 29 juin 2000 et 25 août 2000.

22. *Le Soft*, 9 septembre 1998.

kikongo, espérant que dans ce quartier habité à majorité par les originaires du Bandundu, on aurait bien pitié de lui. Que non ! Une pluie de bâtons et de pierres s'abat sur le malheureux qui s'écroule, évanoui. Le jeune homme saigne du nez. L'homme au phallus pendant lui assène un coup à la nuque et lui ouvre le crâne. Le malheureux rend l'âme. Son corps inerte est traîné dans la rue comme du gibier. Horreur absolue. Déjà il flambe. Il est 6 heures. Mais sa mort en a sauvé deux autres, pris en dessous des épaves des wagons qui jonchent la voie ferrée menant au dépôt de Sosider. Ils parlent un parfait lingala. "Nous avons quitté le groupe depuis hier soir. [...] Nous sommes des ex-FAZ. Nous étions à Kitona [...]. Le gouvernement nous avait abandonnés. Nous étions sans revenus, sans moyens. Comprenez-nous : nous étions en prison. Ce mouvement a été pour nous une occasion de quitter le mouvoir. Nous sommes venus pour rejoindre nos familles. Ne nous tuez pas", supplient-ils. Après avoir décliné leurs identités complètes, on leur indique une cachette chez un officier ex-FAZ. Mais plus au nord du quartier, la traque est sans pardon. Quiconque tombe entre les mains de la population civile est exécuté [...]. »

La foule ne se contente pas de la mise à mort des rebelles. Elle exerce sa violence dans une atmosphère de liesse. Elle danse et chante autour des cadavres. Et elle s'acharne sur les dépouilles, se moquant d'elles, les injuriant et – parachevant l'« ouvrage » déjà entamé lorsqu'elle leur a fait subir vivants le supplice du feu – procédant à leur complète incinération. Élias Canetti écrit à propos de cette forme de « mort collective par le feu » : « Le feu agit en représentant de la foule qui a désiré la mort du condamné. La victime est atteinte par les flammes de tous côtés, elle est saisie, dirait-on, et tuée de partout à la fois. Dans les religions à enfer s'y ajoute un autre élément : à la mort collective par le feu, qui est un symbole de la masse, on associe l'idée d'expulsion, de bannissement en enfer²³. » Les « religions à enfer » ne sont pas les seules où se retrouve cette symbolique de la mort et du châtement par le feu. T. K Biaya, observant cette violence de la masse kinoise, invoque aussi la « culture africaine animiste dominante » : « [Les] cadavres, abandonnés sur la chaussée, écrit-il, donneront lieu à des scènes macabres. Sans cesser de chanter ni de danser, les jeunes Kinois accompliront une sorte de catharsis collective qui consistera à incinérer les cadavres à plusieurs reprises comme pour réaffirmer la victoire du Kinois sur l'étranger. La passivité des adultes devant de telles scènes dépasse largement la simple participation cathartique, car selon la culture africaine animiste dominante, incinérer un cadavre c'est tuer son âme et lui dénier toute humanité²⁴. »

LE CHEF QUE LA GUERRE RÉVÈLE

Début septembre, Kinshasa savoure sa « victoire ». Le 9, le chef de l'État rejoint la capitale : il l'avait quittée (ou faut-il dire « fuie » ?) pour Lubumbashi juste avant les infiltrations rebelles. Malgré la discrétion officielle qui entoure ce retour, il reçoit un accueil populaire chaleureux à l'aéroport et sur le parcours

qu'emprunte son cortège (lequel adopte une allure moins précipitée et intimidante qu'à l'ordinaire). Le fait que le courant ait été rétabli la veille joue sans doute un rôle dans l'euphorie hospitalière de la population.

Kileba Pok-A-Mes développe un parallèle entre ce retour et celui qu'effectua le président Mobutu le 17 décembre 1996, quand, fortement affaibli par son cancer de la prostate, il quitta la France pour regagner la capitale d'un pays en proie à des envahisseurs et aux rebelles de l'AFDL : « En 1996, un certain 17 décembre, Mobutu menacé par la rébellion de celui qui allait plus tard le chasser du pouvoir, fit le même parcours, reçut le même triomphe. Pour le même motif : l'agression rwando-ougandaise sous le couvert d'une rébellion des Banyamulenge²⁵. »

L'enthousiasme des Kinois, l'accueil que beaucoup réservent au chef de l'État sont, cette fois encore, empreints d'ambiguïté. En 1996, celle-ci résidait dans le fait que la foule kinoise, convaincue que le président Mobutu allait rétablir Étienne Tshisekedi dans sa fonction de Premier ministre, acclamait (pour partie) à travers la personne du premier celle du *lider maximo* de l'opposition. En septembre 1998, l'ambiguïté tient au fait qu'à travers Kabila elle s'acclame elle-même, elle célèbre la « victoire » dont elle s'attribue le mérite. Les Kinois pensent, parfois disent : par nos propres forces, « nous nous sommes libérés de nos libérateurs », de ces Tutsi soit-disant congolais et de ces étrangers qui en 1996-1997 nous avaient libérés de Mobutu mais pour nous mettre sous leur coupe et sous celle des Katangais (le Katanga est la région dont le Président est originaire). Maintenant qu'il s'est débarrassé de ses alliés encombrants et compromettants, Laurent Désiré Kabila doit entreprendre de conquérir les cœurs et d'apaiser les ventres affamés des Kinois. Le 16, il s'adresse, sur la place Sainte-Thérèse, dans la commune de N'Djili, à une foule évaluée par la presse à 8 000 personnes²⁶.

*Adresse du chef de l'État à la population kinoise sur la place
Sainte-Thérèse, le 16 septembre 1998
(extraits et résumé)*

« Bana Kinshasa mbote na bino banso ! Mbote lisusu ! (Applaudissements.) *Lingala na ngai ezali mokuse.* (Rires.) *Mbote lisusu* ²⁷ ! Entendons-nous ! Je suis venu répondre à votre invitation et, même si vous ne m'aviez pas invité, je serais venu vous rendre les honneurs que vous méritez. (Applaudissements.) Vous savez, peuple de Kinshasa, vous avez montré au

23. É. Canetti, *Masse et puissance*, Paris, Gallimard, 1998, p. 50.

24. T. K. Biaya, « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine (Addis-Ababa, Dakar et Kinshasa) », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000, pp. 12-31 (notamment pp. 21-22).

25. *Le Soft*, 11 septembre 1998.

26. *Le Palmarès*, 17 septembre 1998.

27. « Les enfants de Kinshasa, je vous salue tous ! Et je vous salue à nouveau ! Mon lingala est un peu limité. Je vous salue à nouveau ! »

monde entier que votre destin gît dans vos mains et que vous pouvez défendre vos droits fondamentaux lorsqu'une agression, même dirigée par l'extérieur, vous arrive et vous contraint à vous défendre. Vous êtes un grand peuple, un peuple héroïque. Ce n'est pas moi qui le dit, ce sont tous les étrangers qui vous ont vus vous battre mains nues contre des agresseurs armés, payés par l'étranger en vue de tenter de nouveau de vous replonger dans la misère pour vous dominer et vous maintenir sous la domination des Ougandais et des Rwandais. (Applaudissements.) Tout ce que vous avez pu faire, votre résistance contre les soldats égarés et les étrangers qui les dirigeaient, a été vu à travers le monde entier et les félicitations de beaucoup de pays africains à vous adressées sont tombées sur notre table. Nous-même, nous sommes très fier d'appartenir à un peuple si courageux, très courageux (applaudissements), et je vous avoue que je vous fais un serment de fidélité et de demeurer intrépide et impassible face à toutes les intrigues, jusqu'à ce que nous bâtissons notre prospérité nous-mêmes.» (Applaudissements.)

[Le Président aborde ensuite la question des motifs de l'agression. Il invoque la jalousie « de ceux qui ne veulent pas de notre bonheur », jalousie devant les richesses du pays et devant les succès qui s'annonçaient avec l'adoption du plan triennal de reconstruction. Il voit un autre facteur d'explication dans le refus opposé par le peuple congolais, du fait de son patriotisme, à la « soumission » que veulent imposer au pays « ceux qui ont commandité l'agression et qui disaient qu'ils pouvaient nous donner l'argent pour la reconstruction ». Il entreprend alors de répondre à des attentes populaires:]

« Voyons rapidement quelques problèmes quotidiens que vous avez soulevés ici. Vous avez parlé du problème du courant, de l'eau. Ce sont certainement de vieux problèmes que les anciens gouvernements n'ont pas su résoudre parce qu'ils n'avaient rien à voir avec les intérêts du peuple. Mais toute notre action gouvernementale tendait à trouver des solutions appropriées à ce problème de courant, à ce problème d'adduction d'eau. Ce que je vais vous dire, c'est qu'il n'y a pas de miracle dans ce processus de développement. Tout ce que nous pouvons pour saluer votre courage c'est de dire naturellement qu'on fera le maximum d'efforts pour que vous ayez le courant impayé durant trois mois pour bien fêter la Noël. (Applaudissements.) Un courant impayé pendant trois mois, et si, après les trois mois, il y aura encore assez de chômeurs pour ne pas être capables de payer, nous allons encore ajouter quelque deux mois. (Applaudissements.) [...] (Cris de foule : « *fou-fou*²⁸ ».) Entendons-nous bien, allons pas à pas, nous ne sommes pas pressés, si nous avons terminé avec de l'eau nous pouvons maintenant aller au ventre. [...] Le gouvernement se charge de contrôler les prix et de les rabaisser pour que vous puissiez être capables d'acheter votre *foufou* pour nourrir votre famille. Tout ce que je vous dis ne peut pas être appliqué si vous n'êtes pas vigilants, parce qu'il y a des saboteurs. Si avant fin décembre quelqu'un vient vous importuner avec sa facture de l'eau, de l'électricité, prenez-le. (Applaudissements.) Emmenez-le devant une station de police. Prenez-le vif. Ne faites pas comme vous avez fait avec "les autres", mais emmenez-le vivant devant la police pour qu'il subisse la loi, il doit subir la loi. »

[La foule crie : « Franc congolais ! » Le Président l'appelle à donner son concours aux autorités pour faire respecter par les cambistes le taux de change officiel. « Il faut les obliger, par votre vigilance : "Monsieur, est-ce que vous avez une licence, où est votre bureau ? Vous n'en avez pas, et que faites-vous sur la rue." » Il aborde alors la question de l'« autodéfense populaire », qu'il ramène en fait à celle de l'enrôlement de nouvelles et jeunes recrues:]

« Lorsque vous allez vous organiser dans vos quartiers, dans vos rues, les armes pour l'autodéfense populaire seront distribuées. (Applaudissements.) C'est important pour arrêter tous les aventuriers militaires. Les armes seront dans les mains du peuple, mais pour que le peuple soit armé, il doit être organisé, discipliné. C'est pourquoi l'organisation de la force d'autodéfense est importante. À voir ce que vous avez accompli, raison pour laquelle je suis ici pour vous féliciter, je parie qu'une fois encore vous allez vous montrer braves et participer dans l'organisation de l'autodéfense. D'ailleurs, pour vous en donner l'exemple, tout le monde sait que beaucoup de jeunes de Kinshasa qui sont parmi vous ont défilé depuis de longs mois au stade des Martyrs²⁹, mais nous venons de prendre une décision de n'enrôler que pour la ville de Kinshasa 25 000 jeunes sous le drapeau.

À partir de maintenant ils sont enregistrés et enrôlés pour participer à la reconstruction de notre armée nationale. Kinshasa aura demain de vaillants jeunes gens qui, je l'espère, ne vont pas reculer devant l'agresseur parce que, à l'Est, nous continuons à gronder et nos combattants sont sous le coup de batailles parce qu'ils veulent repousser l'agresseur avant d'aller se promener chez lui. »

[Après avoir encore évoqué le problème de la rémunération des enseignants et celui des minerval scolaires, et après être revenu sur la question de la libération du pays en écartant l'hypothèse de négociations, le Président s'attaque pour finir à la thématique des élections:]

« Nous voulons aller aux élections et vous le savez. C'était prévu pour le mois d'avril [1999] mais il faut que les élections aient lieu à la date prévue. Donc, on doit tout faire pour bouter l'ennemi dehors afin que le peuple puisse se choisir en temps voulu des institutions dont il a besoin. (Animation de la foule.) [...] [Le Président cherche à interpréter le brouhaha:] Qu'est-ce que vous êtes en train de proposer? Pas d'élections? Qui veulent? Qui de vous confirment? Qui veulent que je continue? Combien êtes-vous? Vous êtes une minorité. (Rires.) Entendons-nous. (Trois fois.) Écoutez. (Trois fois.) [...] Qu'est-ce qu'ils disent? Que je suis leur candidat ou quoi? C'est le plébiscite. Oui, pour eux c'est le plébiscite. [...] Pas d'élections? Combien n'en veulent pas? Merci, c'est la voix du peuple, c'est la voix de Dieu. Nous vous avons compris. (L'animation de la foule continue.) Merci beaucoup de la patience, mais les étrangers voudraient voir cette confiance exprimée dans l'urne. [...] Je vous ai compris, je suis à votre entière disposition. Mais dans l'urne. (Animation de la foule: « Votez Kabila », rires.) [Le Président termine:] Je suis venu vous honorer et je pars réconforté avec l'appui massif, votre appui massif. Vous l'avez exprimé ici. Je voudrais que vous demeuriez vigilants et que le gouvernement, c'est votre gouvernement [?], et que la lutte pour la libération du pays continue à l'Est. Que la lutte pour la création de notre propre bonheur continue à travers le travail afin que notre pays puisse demeurer démocratique en nous exprimant librement à plus bref délai dans des élections

28. Farine de manioc.

29. Quelques mois plus tard, la presse évoquera la question de ces volontaires du stade des Martyrs qui, dans l'attente de leur enrôlement effectif, survivent comme ils le peuvent : « Les volontaires, nouvelles recrues des FAC, passent des nuits entières à la belle étoile. Pendant la journée, certains se muent en porteurs ou chargeurs des véhicules dans des parkings environnant leurs pénates. Certains, par contre, dérangent les paisibles populations, en les truantant. » *Le Palmarès*, 16 avril 1999.

que vous voulez immédiates n'est-ce pas ? [Le Président veut dire, si nous le suivons bien, que ce meeting constitue, dans l'esprit de la foule, un plébiscite.] Vous ne voulez pas toujours ? [Vous ne voulez pas des élections.] Non (foule). Vous avez élu [entendre : plébiscité] votre Président ? Ah ! bon je ne le savais pas ; mais malgré tout, confirmons par les urnes. Merci³⁰. » (Applaudissements.)

Ce meeting de la place Sainte-Thérèse est le premier et sera l'unique grand meeting tenu à Kinshasa par L. D. Kabila, le seul en tout cas qui puisse rivaliser avec ceux que rassemblait et animait Mobutu durant la période glorieuse de son règne. Une comparaison avec les meetings que convoquait le président Mobutu révèle la différence de style entre les deux hommes, et suggère en filigrane la différence entre les deux régimes. Mobutu, en même temps qu'il la ravissait, subjuguait, domptait la foule. Celle-ci était impressionnée autant qu'enchantée par le spectacle que lui donnait et se donnait le pouvoir. « Mobutu, écrivent Young et Turner à propos de ces manifestations, était remarquablement efficace, et il y avait un aspect charismatique dans cette communion avec la foule assemblée ; invariablement, le Président dominait ces événements par la force de sa personnalité, le charme de son style oratoire direct et apparemment candide, et cette éclatante aura de majesté qui enveloppe le pouvoir politique³¹. »

Comme le fait Kabila sur la place Sainte-Thérèse, Mobutu donne à la foule l'illusion d'être associée à l'exercice du pouvoir par le dialogue qu'il noue avec elle. Mais Mobutu, pour sa part, est l'incontestable meneur et maître du jeu. Rituellement, ses meetings débutent par un échange de ce type : « *Bomba bomba ?* » « *Mabe !* » (Cacher la vérité ? Ce n'est pas bien !), « *Nasakola ?* » « *Sakola !* » (Dois-je parler ? Il faut parler !), « *Nasilisa ?* » « *Silisa !* » (Dois-je tout dire ? il faut tout dire !)³². Et puis il dit ce qu'il avait à dire. Kabila, quant à lui, laisse par moments la foule intervenir de son propre chef, l'interpeller, comme on l'a vu, sur le prix du *foufou* ou sur la dérive du franc congolais, et il lui répond. À la fin de son « adresse », interprétant le brouhaha qui s'élève de l'assistance, les mouvements qui l'agitent, il feint le désaccord avec celle-ci : « Ah bon ! vous me plébiscitez ; merci beaucoup ! Mais nous devons aller aux élections ; que voulez-vous : les « étrangers » le veulent ainsi... » Cette manière rusée, empreinte d'un humour certain et d'un certain détachement ironique par rapport au pouvoir, est bien éloignée du style de Mobutu. Certes, celui-ci pouvait aussi faire rire la foule et jouer la franchise et la décontraction, mais il n'oubliait jamais, et ne laissait pas oublier, qu'il était le maître du pays. Au temps en tout cas où il était au faite de son pouvoir et de sa gloire, le président Mobutu donnait le sentiment qu'il se prenait vraiment pour ce père et pour ce dieu qu'au début des années 1970 un homme comme son commissaire d'État à l'Orient

nationale, Sakombi Inongo, voulait faire de lui. Laurent Désiré Kabila montre bien, lui, qu'il garde une distance ironique et amusée devant les éloges dithyrambiques que lui adresse le même Sakombi Inongo, devenu son conseiller en communication. Ainsi, lors d'une cérémonie organisée le 3 juillet 1999 au palais de la Nation à l'occasion de la présentation de l'hymne officiel des CPP, l'« Hymne des opprimés », imputé à la plume du chef de l'État, Sakombi, maître des cérémonies, célèbre le génie de Mzee Kabila, un génie à l'entendre à la fois militaire, politique et poétique (qui, de ce dernier point de vue, rejoint, précise-t-il, celui d'un Aimé Césaire ou d'un Franz Fanon) : « Je ne suis pas tout cela ! » s'exclame depuis sa place le Président³³.

Le style bonhomme, décontracté de L. D. Kabila déroutait une population accoutumée à un autre type de rapport au pouvoir. On y voyait à Kinshasa, ou l'on y soupçonnait, une expression de sa faiblesse, un indice du fait qu'il n'était pas réellement le chef, qu'il n'était en fait que l'agent ou, tout au moins, le complice de ces Tutsi rwandais et autres étrangers qui l'avaient porté au pouvoir. Mais maintenant que, par un coup d'audace, il a chassé des organes du pouvoir et tenté de chasser du pays les « coopérants » rwandais et les Tutsi congolais qu'on leur assimile, ce qui lui était jusque-là reproché comme manifestation de désinvolture tend désormais à être attribué à ce sens de la simulation et à ce tempérament rusé grâce auxquels il aurait endormi la vigilance de ses tuteurs étrangers afin de mieux les affronter. Dans le billet qu'il signe le 10 décembre 1998 dans le journal *Le Potentiel*, Tshidibi Ngondavi écrit que, « stratégie à sa manière », le Mzee, « champion de la dissimulation », « a réussi à piéger Museveni et Kagame qui le prenaient pour un naïf ». « Autant, ajoutait-il, [le Mzee] a usé de la ruse pour culbuter le maréchal-président, autant il ne pouvait se laisser prendre par des nouveaux venus sur la scène politique africaine comme les fameux hommes forts de Kigali et Kampala. » Dans ce même article, le chroniqueur satyrique du *Potentiel*, à travers le portrait qu'il dresse du chef de l'État, cherche à mettre en lumière la nouvelle image que les Congolais ont de lui. Il observe, outre la « bonne humeur [...] contagieuse » du Président et son humour (« sans être comédien, Mzee est pourtant très comique dans ses expressions tant gestuelles que rhétoriques »), son accoutrement peu

30. Pour le texte intégral de l'adresse, voir Agence congolaise de presse, 18 septembre 1998.

31. « *The sheer aura of majesty which surrounds political power* » (c'est nous qui traduisons). C. Young et T. Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, Wisconsin, The University of Wisconsin Press, 1985, pp. 170-171.

32. M. Manwana, *Le Général Mobutu Sese Seko parle du nationalisme zaïrois authentique*, Kinshasa, Okapi, 1972, p. 126.

33. *La Référence Plus*, 5 juillet 1999.

conventionnel : « Mzee, c'est toute une école. Une école de style accoutremental, avec une constance très prononcée : l'éternel safari sous toutes ses facettes, accompagné d'une diversité étonnante de chapeaux. Au départ, d'aucuns trouvaient que ça faisait un peu désordre pour un chef de l'État. Avec le temps, l'opinion est aujourd'hui unanime que cela lui va à merveille, mieux que n'importe quelle autre tenue. »

Incontestablement, dans ces premiers mois de guerre, L. D. Kabila a réussi à séduire et commencé à convaincre. Les sondages d'opinion que réalise à l'époque régulièrement le Berci³⁴ auprès d'un millier de Kinois témoignent (ou tendent à témoigner, car on ne saurait, en dépit du professionnalisme dont on peut créditer le Berci, accorder une confiance excessive à ce type de source) d'une progression spectaculaire de sa popularité : dans celui de septembre 1998, il recueille 63 % des intentions de vote dans l'hypothèse d'élections présidentielles, alors que son score (en progression assez régulière cependant depuis un an) n'était encore que de 33 % en juillet. Mais le Président ne réussira pas à exploiter ce moment de grâce. Certes, fort d'une popularité inédite, débarrassé d'alliés compromettants, ne se souciant plus beaucoup de tenir un discours « politiquement correct » puisqu'il est convaincu de l'hostilité occidentale, il paraît désormais plus à l'aise dans sa peau d'ex-« maquisard » devenu chef d'État, plus libre de ses propos et de ses gestes. Mais il ne parviendra pas à donner quelque cohérence et consistance à son pouvoir. La grande innovation institutionnelle à laquelle il va procéder, en mettant progressivement en place, à partir du début de 1999, le système des Comités de pouvoir populaire, sera une manifestation particulièrement rhétorique, velléitaire et inconsistante de cette forme de populisme qui, si l'on cherche à tout prix à définir ce régime politique composite et informe, constitue le « kabilisme ».

Et ce n'est plus que le cortège funèbre d'un Président assassiné qui, le 21 janvier 2001, mobilisera les foules kinois ■

Gauthier de Villers, Institut africain-Cedaf
Jean Omasombo Tshonda, université de Kinshasa

34. Bureau d'études, de recherche et de consulting international.